

Papiers volés

La ville était plongée dans le noir. Le silence n'était rompu que par le sifflet d'un agent de la Défense Passive qui jugeait qu'une fenêtre laissait passer un rai de lumière, le bruit des pas d'un passant qui se hâtait d'arriver chez lui avant le couvre-feu, ou le crissement des pneus d'une voiture de police lancée à toute allure, au loin sur le boulevard.

Dans quelques instants sans doute quelqu'un sonnerait une fois de plus à la porte en bas. J'éteindrais la lumière, j'ouvrirais la fenêtre en me penchant dans la nuit pour essayer d'apercevoir une silhouette sur le trottoir. « *Qui est là ? - Tu ne nous connais pas, on est des copains des Auberges. On peut monter ? - Quatrième étage à gauche* » et je lancerais la clef. Nous étions à Toulouse, en 1942. Les Allemands venaient d'envahir la « Zone Libre ». Toute la France était désormais occupée. J'avais 17 ans.

Au fond, il y a déjà plus de 70 ans que je suis « dans le papier ». À l'époque, j'étais faussaire, je fabriquais des faux papiers.

Jusque-là, la vie avait été simplement difficile. Depuis l'automne 1939, de chambres d'hôtel en meublés de fortune, la saga de la famille éclatée continuait, le père au Ministère de la Justice d'un côté, femme et enfants de l'autre, « en sécurité ». D'abord Cahors pour nous, loin des fronts de guerre, et près de Saint Cyprien et de la grand mère Besse, tandis que mon père restait à Paris. On y avait vécu la défaite et l'exode, le flot continu des réfugiés qui nous faisait parfois retrouver avec soulagement des amis dont on était sans nouvelles depuis de longues semaines. Mon père, après avoir perdu

en route, sous les bombes des stukas allemands, les quelques biens de famille qu'il transportait en même temps que les dossiers du Ministère qu'il avait mission de convoier, nous y avait rejoint pour quelques jours. L'armistice arriva. Il repartit pour Vichy où le gouvernement du Maréchal Pétain et les ministères s'installaient.

Ma sœur, Jacotte, avait passé sa « deuxième partie » de baccalauréat, j'avais passé la « première ». Il nous fallait maintenant une ville universitaire. Vichy était surpeuplé, et totalement démuni en la matière. Toulouse était proche. Le premier point de chute avait été quai de Tounis, au bord de la Garonne, au rez-de-chaussée d'une chartreuse, humide et sommairement meublée, au fond d'un jardin. Ma sœur était à la faculté, j'étais en philo au lycée. Un an plus tard, nous emménagions rue des fleurs, où nous sommes restés jusqu'à la libération, dans un des bons quartiers de Toulouse, mais à deux cents mètres de la prison devenue ensuite l'un des sièges de la Gestapo. Au quatrième étage d'un immeuble bourgeois, un logement « meublé » comportant deux grandes pièces, une vaste entrée et une cuisine. Dans la salle à manger une immense table carrée, qu'on n'avait visiblement pas pu transporter au garde-meuble, six lourdes chaises, une petite table et un divan. Une cheminée, devant laquelle on installa une cuisinière-poêle *Rosières*, achetée à Cahors et affectueusement nommée Rosa, avec mission, si nous trouvions du bois ou du charbon - tout lui convenait - de « chauffer » l'ensemble de la maison. Deux lits de fer, une armoire et deux chaises dans la chambre, baptisée gynécée - ma mère et ma sœur y couchaient. Le divan de la salle à manger était pour moi. La haute protection du mari d'une vieille amie, qui était directeur régional des PTT, nous avait valu le passe-droit exceptionnel de l'installation du téléphone, dont le receveur noir massif trônait sur une table entre les deux fenêtres de la salle à manger et établissait d'emblée pour les visiteurs notre statut social.

Au milieu de ce chaos peu décoratif, sur la cheminée, calé par quelques livres, un objet totalement insolite, *Le profil d'Aline*, un

tableau gracieux et plein de couleurs de Jean Gabriel Domergue. Quelques mois après notre installation, en rentrant de mes cours, je l'avais remarqué dans la vitrine d'une galerie. J'avais eu un coup de foudre immédiat. Le galeriste qui était sur le pas de la porte me proposa de le voir de plus près - je n'aurais jamais osé le demander - et me dit négligemment son prix : 25000 francs, une année du salaire paternel. Je rentrai sous le choc et racontai mon aventure. Le lendemain, en rentrant de la Faculté, je trouvai Aline installée sur la cheminée. Ma mère avait rassemblé tout l'argent de la maison et du compte en banque. Folie totale, de quoi vivrions-nous demain ? « *Bah, ce sera ta dot* », conclut-elle, « *on se débrouillera bien.* » Et pendant toute la Guerre, Aline a trôné sur la cheminée, au-dessus de Rosa et au milieu de l'entassement de meubles laids et disparates. La manière de Domergue était bien connue, et en entrant on ne voyait qu'Aline. « *Un Domergue ?* » disaient les visiteurs stupéfaits. Nous ne nous étendions pas sur les conditions et les conséquences de son acquisition. Mes goûts ont bien changé depuis, et j'ai presque à l'égard des dames de Domergue la même réserve que pour les homards des natures mortes hollandaises. Mais Aline est toujours au mur. Mes héritiers ne pourront jamais ni la vendre ni la mettre dans un placard.

Je m'étais ennuyé ferme en seconde en 1940 à Cahors, où le niveau était inférieur à celui de ma troisième à Paris, et j'avais décidé de passer le baccalauréat sans attendre la classe de première. Notre professeur de Français, vieille demoiselle pleine de légitimes scrupules, n'avait consenti à cette incartade qu'en contrepartie d'une promesse formelle de ma mère de faire faire « *à ce jeune esprit* », le baccalauréat obtenu, au moins une année d'hypokhâgne, « *classe de culture générale* ». En dépit d'un livret scolaire sur lequel le Proviseur avait jugé nécessaire d'écrire « *excellent élève* », mais en soulignant trois fois, réprobateur, « *de seconde* », et d'une connaissance plus que légère des matières de première, tout s'était passé, la débâcle aidant, avec une extraordinaire facilité. Il m'en était

venu un grand doute sur la nécessité de préparer les examens, et la classe de philosophie m'avait tout juste effleuré. J'étais passé sans les voir à côté de deux professeurs exceptionnels, Georges Canguilhem puis, après sa révocation, Jean-Pierre Vernant que j'ai pu heureusement retrouver plus tard. J'avais acheté un chapeau et une pipe, que je n'ai jamais achevé de culotter et qui ne réussissaient guère, hélas, à convaincre les Toulousaines de me préférer à mes concurrents plus âgés.

Nos modestes possessions installées, nous avons repris le chemin de l'école. Jacotte à la faculté des sciences et à celle des lettres. Moi en hypokhâgne au lycée pour tenir la promesse solennellement faite à la vieille demoiselle professeur de lettres du lycée de Cahors. Hélas l'hypokhâgne s'était vite révélée insupportable. Il n'y était pas question d'une "*année de culture générale*", mais déjà de bachotage intensif et desséchant pour préparer l'École Normale Supérieure. J'y avais retrouvé avec plaisir mes amis Fernand Marzelle et Léon Grateloup, rencontrés en philo, mais ce n'était pas assez pour m'y maintenir. Le professeur d'histoire, auquel je m'étais ouvert de ma déception, m'avait parlé de l'École libre des Sciences Politiques, véritable abbaye de Thélème selon lui, et le livret de l'École, obtenu de Paris à grand peine, avait achevé de me convaincre que la culture générale pouvait s'acquérir là aussi. Il fallait d'abord passer une licence en droit et faire de l'économie politique. Va pour cela. J'ai quitté l'hypokhâgne à la fin du premier trimestre sous les lazzis de mes savants camarades, pour le « désert intellectuel » de la faculté de droit. Je m'inscrivis aussi, pour faire bonne mesure, à la faculté de lettres où Jacotte était déjà, et où Robert Escarpit nous apprenait à aimer l'Angleterre, sa langue et son humour. Notre mère, de son côté, se consacra entièrement à une mission désormais difficile, nourrir sa famille.

Les temps avaient changé...*Travail, Famille, Patrie* avait remplacé le *Liberté, Égalité, Fraternité* de la République, dont il était désormais officiellement démontré que le laxisme avait entraîné

la défaite de la France. La *Révolution Nationale* avait pris en main les Français. La *Légion* accueillait les anciens combattants des deux guerres, rassemblés autour du Maréchal Pétain « *qui les avait sauvés à Verdun* ». Mon propre père, vieux socialiste, s'y était lui-même un temps laissé prendre. Ma mère, qui pensait mal, se moquait de lui en lui chantant, comme Edith Piaf, *Mon Légionnaire*. La jeunesse n'était pas oubliée. À côté des mouvements politiquement sûrs comme les *Scouts de France* ou les *Guides*, on avait créé les *Compagnons de France*, organisés quasi militairement autour du culte du Chef, bérets, uniformes bleus, drapeaux déployés. Le service militaire avait été remplacé par un service civil, les *Chantiers de Jeunesse*, où l'on vivait « sainement dans les bois » en nettoyant les forêts et en faisant du charbon de bois destiné aux moteurs à gazogène qui équipaient désormais automobiles et camions. Tous unis autour du Maréchal défilaient en toute occasion au son de « *Maréchal, nous voilà, devant toi le sauveur de la France, la Patrie survivra, Maréchal nous voilà !* », scandé au rythme des chaussures à clous, qui ne nous rappelait que trop celui des défilés des Jeunesses Hitlériennes. On avait réintroduit le salut au drapeau dans les écoles. Les prêtres de choc et la Marseillaise étaient de toutes les fêtes. La police avait beaucoup recruté et la censure s'étendait peu à peu à toutes les sources d'information.

Les facultés de droit ont une longue tradition droitière, et celle de Toulouse était le repère des tenants de l'ordre nouveau. Prononcé Dodemann, notre nom est souvent pris pour Juif. À la faculté de droit on faisait encore l'appel dans l'amphithéâtre. Au nom de Dodemann, une rumeur sourde montait de la salle, s'amplifiant de plus en plus. Lèvres serrées et la mine impassible, des dizaines de silhouettes courageuses chuintaient « *Juif, juif, juif* ». J'étais mince, l'œil bleu, le cheveu très blond, l'image même du parfait Aryen que le nouvel ordre chérissait tant. Mais le nom suffisait pour me démasquer... Mais bah, l'enseignement était de qualité dans l'ensemble. L'économie politique m'a tout de suite passionné, le droit

constitutionnel était une clé pour comprendre l'époque, et j'ai découvert avec plaisir les subtilités du droit civil sous l'égide d'un civiliste remarquable, Pierre Marty. Seule ombre au tableau, le droit romain auquel je n'arrivais pas à m'intéresser. Mes souvenirs de version latine et de l'esclave jeté aux murènes m'ont miraculeusement sauvé d'un zéro à l'examen et je n'y suis pas revenu. Peu de contacts avec mes condisciples, à deux exceptions près. Deux fils de juristes, déjà plus juristes que leurs parents, Paul Didier et Pierre Moras. Le père de Didier était le seul magistrat français qui ait refusé de prêter serment de fidélité au Maréchal, ce qui l'avait fait immédiatement révoquer. Nous ne pouvions que nous retrouver dans cet océan bien pensant. En dépit de mon intérêt pour certaines matières, mes autres activités du moment allaient par la suite m'occuper plus que les cours, et j'ai franchi sans gloire excessive les 3 années de la licence, mais je connais encore mon sujet et peut toujours débattre de l'application de l'article 1382 du code civil. *Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui dommage...* La belle langue du Code Napoléon. Stendhal avait bien raison, qui en lisait quelques lignes chaque matin.

Malgré mon départ de la Khâgne, j'étais resté très lié avec Fernand Marzelle qui m'avait amené à une réunion des anciennes *Auberges de Jeunesse*, rebaptisées *Camarades de la Route* sous Vichy. C'était un repaire de gens qui pensaient mal, où la mixité était une règle de base, alors que les mouvements de jeunesse du moment veillaient avant tout à séparer les sexes, réunis seulement par une admiration et un dévouement inébranlables communs pour le Maréchal. Celui-ci avait pourtant signé un document dans lequel il disait « *J'approuve le mouvement des Camarades de la Route* », et demandait qu'on lui apporte un plein soutien. Comment cette erreur d'appréciation avait-elle été commise, comment avait-il pu approuver ce document ? La petite histoire disait alors que, dans son empressement à apposer son paraphe sur tout ce qu'on lui présentait, il avait un jour signé les gants blancs qu'il portait. Quoi qu'il en soit,

les Camarades de la Route existaient officiellement.

Le mouvement balbutiait quelque peu. La "mère aubergiste" responsable de l'ancien mouvement des Auberges à Toulouse, forte femme un peu compliquée, s'accommodait mal du changement et s'en alla. Nous étions encore très peu nombreux et pour des raisons obscures, peut être parce qu'on pensait qu'un étudiant en droit savait organiser, ou parce que nous avions le téléphone, clé de la communication, j'avais été nommé « *Délégué Départemental des Camarades de la Route* ». La fonction comportait des honneurs et des servitudes. J'assurais les contacts officiels avec le *Délégué à la Jeunesse*, chargé d'encadrer la Jeunesse du lieu et d'entretenir son attachement au nouvel ordre établi, à coup de portraits du Maréchal et de bonne littérature, mais aussi de bons d'achats de chaussures de marche et de denrées alimentaires rationnées. C'était bien sûr fondamental pour des gens qui marchaient sur des semelles de bois et avaient toujours faim. Mais il y avait un prix à payer. Une fois par an au moins, pour le 1er Mai, qui avait perdu son titre trop socialisant de *Fête du Travail* pour devenir *Fête du Maréchal*, il fallait défiler à travers la ville, derrière les drapeaux des Compagnons de France. Ma négociation se déroulait en deux temps. J'avançais d'abord que nous n'avions bien sûr pas d'uniformes et pas plus de vêtements convenables, nos adhérents étant trop démunis pour en acheter. Nous ferions tache dans le défilé. Cette phase se terminait par l'attribution de bons d'achat de chemises et de souliers, toujours bienvenus.

Venait ensuite le problème de la mixité - clé de voûte du mouvement approuvé par le Maréchal - dans le défilé. Et là nous avions inévitablement du mal à trouver un accord. Nous avons failli en 1943 succomber à une proposition suggérant de faire défiler les garçons en queue des rangs mâles et les filles en tête des jeunes filles. Mais alors que j'argumentais faiblement qu'il était indispensable qu'il n'y ait aucun espace entre les deux éléments du défilé, l'indignation des mouvements féminins, qui n'admettaient pas notre prééminence en tête de leur cortège, nous a sortis d'affaire.

Nous n'avons jamais défilé pour le Maréchal. Lors du premier bombardement de Toulouse, il y eut malheureusement quelques maisons détruites autour des cibles, et nous sommes allés, avec les autres mouvements de jeunesse, déblayer les décombres, mais il était déjà trop tard pour nous reprocher notre mixité. Vers la fin de la guerre, le Délégué à la jeunesse, qui préparait ses arrières, me disait « *Allez, je sais bien que ce que je vous donne va aux maquis...* » Le vent avait tourné.

Sur les bancs de la Faculté de Droit, j'avais vu sauter une fille brune, jupe à carreaux plissée, blouse et socquettes blanches comme en portaient alors les émules de Deana Durbin, dont la présence me paraissait encore plus saugrenue que la mienne dans ce lieu trop bien pensant. C'était Yvette. Je l'ai retrouvée quelques jours après aux «Auberges », et très vite nous avons formé avec Fernand Marzelle un trio inséparable, auquel se sont joints peu à peu Jacotte et notre mère, baptisée pour la circonstance Patoune. Fernand était dès ce moment-là très cultivé et musicien, et nous faisait découvrir chaque jour un nouveau poète ou un autre concerto. Nous nous retrouvions dans sa chambre où s'entassaient livres et disques, sur les bords de Garonne, ou sur les collines autour de Toulouse. A peine rentrés, nous nous écrivions, beaucoup, des lettres et des poèmes, et rêvions de refaire le monde. Bref nous avons vingt ans, ou presque. A la fin de l'année universitaire, Yvette est repartie chez ses parents à Agen. Le droit la rebutait, elle cherchait autre chose. Mais la séparation ne pouvait durer. Quelques semaines plus tard elle était à nouveau à Toulouse. Miracle, la propriétaire de notre appartement avait une chambre à l'étage du dessous et Patoune la persuada de la lui louer. Nous ne nous sommes plus quittés.

La population de Toulouse avait plus que doublé depuis l'exode. Même après le reflux des réfugiés, la ville avait le plus grand mal à héberger ses nouveaux habitants, qui devaient s'entasser dans des logements de fortune, souvent pires que le nôtre. Beaucoup d'immeubles étaient insuffisamment entretenus et, la pénurie de